

Goodyear : un répit après deux ans de résistances et de nouvelles échéances de lutte

vendredi 26 septembre 2008, par [AFP](#), [Correspondant\(es\)](#), [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 25 septembre 2008).

Sommaire

- [GOODYEAR : Appel à la convergence](#)
- [Goodyear Amiens : la direction](#)
- [Goodyear Amiens : Laguiller et](#)
- [Soutien aux Goodyear](#)

GOODYEAR : Appel à la convergence

La direction de Goodyear-Dunlop à Amiens (1 400 emplois) voulait pratiquer le chantage : le travail en 4x8 ou bien 402 licenciements (Rouge n° 2266, du 18 septembre, voir ci-dessous). La CGT et SUD, majoritaires, ont refusé un accord accepté par certains syndicats. Une expertise commandée par le comité d'entreprise décrit le « *sous-investissement chronique* » permettant ensuite de conclure à la restructuration. Le comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) devait aussi se prononcer, mais la direction a voulu passer outre. Le tribunal d'Amiens lui a donné tort, le 17 septembre, et les salariés ont obtenu un nouveau délai pour la lutte, après déjà deux ans de résistance.

Ce délai pourrait être mis à profit pour renforcer la dimension de solidarité et de convergence unitaire contre les licenciements. Notamment dans l'automobile, où la crise économique est utilisée par les patrons (Renault, Ford, etc.) pour détruire l'emploi. C'est la raison pour laquelle la manifestation à caractère national, appelée le 16 septembre à Amiens, notamment par la fédération CGT de la chimie, SUD-Goodyear et des syndicats d'entreprise, avait une valeur exemplaire de convergence des luttes. Étaient présents des délégations de Valeo, Kleber, Michelin, Plastic Omnium, Ford-Blanquefort, action soutenue aussi par des porte-parole politiques (LCR, LO, PCF).

Mickaël Wamen, au nom de la CGT-Goodyear, a lancé un appel : « *Comme dans beaucoup d'entreprises, nous sommes menacés de plan social si nous n'acceptons pas le chantage de travailler plus pour gagner moins [...]. Il y a maintenant deux ans que nous luttons... Les Goodyear ne sont pas les seuls ; partout en France, des milliers de salariés sont confrontés à de grands groupes qui en veulent plus et qui n'ont aucun scrupule ! Ils délocalisent tout simplement pour accroître la fortune de quelques privilégiés [...]. Combien de temps encore allons-nous râler dans notre coin ? [...]* Le service public est réduit au minimum et tous les métiers souffrent : hôpital, SNCF, La Poste, l'enseignement... Il n'y a pas public et privé, la casse est globale, l'action doit être générale ! Il faut donc une convergence des luttes ! [...] La CGT-Goodyear appelle de toutes ses forces les leaders nationaux syndicaux, et notamment Bernard Thibault, à agir et réagir [...], il faut stopper les journées d'action tous azimuts [...], il est grand temps d'appeler à une grève massive nationale et interprofessionnelle réunissant le monde du travail privé et public. Nous demandons à la

confédération CGT de réunir toutes les fédérations afin de définir cette action. Il y a des Goodyear partout, et c'est ensemble que nous réussirons... » Virgilio Mota da Silva (SUD-Goodyear) a également appelé à une action de convergence, « *le 10 octobre, au Salon de l'automobile* ». Un rendez-vous qui est maintenant dans l'agenda des syndicalistes du secteur automobile.

Correspondant

** Paru dans Rouge n° 2267, 25/09/2008.*

Goodyear Amiens : la direction déboutée, plan social retardé

AMIENS, 17 sept 2008 (AFP) - Le TGI d'Amiens a débouté la direction de Goodyear-Dunlop qui l'avait saisi pour faire annuler une demande d'expertise sur les conséquences du plan social, ce qui devrait retarder l'application du plan social, a-t-on appris mercredi auprès de la CGT.

« Cela remet complètement en jeu le plan social, non seulement les délais de la direction ne seront pas tenus, mais si l'expertise démontre clairement que le plan social a des conséquences néfastes sur les conditions de travail, elle sera obligée de revoir sa copie », a déclaré à l'AFP Mickaël Wamen, délégué CGT de l'usine d'Amiens-Nord. *« Non seulement la direction est déboutée, mais elle a été condamnée aux dépens c'est-à-dire aux frais d'avocat et de justice »,* a-t-il ajouté.

La direction estime que *« cette décision retarde la mise en œuvre du plan de réduction de la production de l'usine d'Amiens Nord et du PSE en cours, mais ne la remet pas en cause »*. Elle estime que *« ces délais supplémentaires dégradent encore la compétitivité de l'activité pneumatiques tourisme de l'usine dans un contexte de marché difficile »*.

La CGT avait demandé mi-juillet que le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) fasse appel à un cabinet d'experts avant de rendre son avis, comme le Code du travail le prévoit. La mise en place d'un plan social prévoit légalement un avis du CHSCT et du comité d'entreprise (CE). La direction avait confirmé le 15 juillet un plan de réduction de la production d'Amiens-Nord (ex-Goodyear) après la décision de la CGT, majoritaire, de dénoncer un accord sur une réorganisation du travail en quatre équipes au lieu de cinq. Le plan prévoit notamment la suppression de 402 emplois sur 1.400 et l'abandon d'un projet de regroupement des usines Goodyear d'Amiens-Nord et Dunlop d'Amiens-Sud, dont salariés et syndicats ont accepté quant à eux la réorganisation. Environ 350 manifestants s'étaient rassemblés mardi devant l'usine à l'appel de la CGT et de Sud en présence des leaders de LO Arlette Laguiller et de la LCR Olivier Besancenot. Une liste provisoire de salariés concernés par les suppressions d'emplois devait être arrêtée fin septembre par la direction et les premiers courriers de licenciement avaient été prévus pour fin octobre-début novembre.

Goodyear Amiens : Laguiller et Besancenot à un rassemblement anti-plan social

AMIENS, 16 sept 2008 (AFP) - Les leaders de LO Arlette Laguiller et de la LCR Olivier Besancenot ont pris part mardi devant l'usine d'Amiens-Nord de Goodyear au rassemblement de quelque 350 salariés contre un plan de réduction de la production prévoyant la suppression de 402 emplois, a constaté une journaliste de l'AFP.

« Je suis fière d'être venue soutenir la lutte des Goodyear, qui ne cessent de se battre pour refuser le chantage du licenciement. Ils font preuve d'un courage exemplaire, leur lutte concerne tous les salariés de ce pays », a notamment déclaré M^{me} Laguiller à l'AFP. M. Besancenot, qui s'était déjà rendu auprès des salariés du site en juillet, n'a pas souhaité s'exprimer.

« Il y a deux ans maintenant que nous luttons, nous n'acceptons pas de travailler plus pour gagner moins. Il faut combattre ce plan de réorganisation du travail en 4X8 », a estimé Mickaël Wamen, délégué CGT de l'usine d'Amiens-Nord. « Nous, ce qu'on réclame aujourd'hui, c'est le changement de toute la direction qui ferme la porte à toutes négociations », a de son côté déclaré à l'AFP Virgilio Mota da Silva, délégué Sud Chimie.

La direction du groupe Goodyear-Dunlop a confirmé le 15 juillet un plan de réduction de la production d'Amiens-Nord après la décision de la CGT, majoritaire, de dénoncer un accord sur une réorganisation du travail en quatre équipes au lieu de cinq. Le plan prévoit notamment la suppression de 402 emplois sur 1.400 et l'abandon d'un projet de regroupement des usines Goodyear d'Amiens-Nord et Dunlop d'Amiens-Sud - dont salariés et syndicats ont accepté quant à eux la réorganisation. Environ 350 manifestants se sont rassemblés devant l'usine mardi à l'appel de la CGT et de Sud. Ils devaient mettre en place une opération escargot mardi après-midi pour se rendre en préfecture. Une liste provisoire de salariés concernés par les suppressions d'emplois sera arrêtée fin septembre et les premiers courriers de licenciement arriveront fin octobre-début novembre.

Soutien aux Goodyear

Mardi 16 septembre, 350 à 400 syndicalistes sont venus soutenir les salariés de Goodyear-Amiens-Nord, en grève à 95 % contre les 402 licenciements qui les frappent. Les salariés ont refusé la dégradation de leurs conditions de travail par le passage aux 4x8, un rythme de travail d'un autre âge. La direction de Dunlop-Goodyear les punit par des licenciements particulièrement brutaux et des poursuites judiciaires.

Arlette Laguiller (LO) et Olivier Besancenot (LCR) étaient présents pour les soutenir mais, comme le faisait remarquer un militant présent, *« pas Bernard Thibault »* ! Le discours du syndicaliste CGT, chaudement applaudi, a été combatif : *« Regardons autour de nous ceux qui ont cédé à ce chantage sans fin. Après avoir accepté des compromis, leurs entreprises ferment ou licencient à tour de bras »* Et d'appeler à la mobilisation public-privé : *« La casse est globale, l'action doit être générale ! [...] Les Goodyear réclament une lutte nationale à la hauteur des attaques de Sarko et du Medef. »*

Les militants de la chimie, de l'automobile, de la métallurgie, de la CGT ou de Solidaires, qui ont fait

le déplacement, partagent cette volonté d'un syndicalisme « lutte de classe », offensif. Au cours du rassemblement, les adresses s'échangent, les discussions se nouent, avec l'idée qu'il faudra bien prendre en main nous-mêmes la coordination des luttes si nous ne voulons pas être écrasés les uns après les autres, chacun dans son coin.

** Rouge n° 2266, 18/09/2008.*

MICHELIN. Selon la CGT, la direction de Michelin a décidé de mettre en œuvre son plan de casse du site Kleber et du bassin d'emplois de Toul. Il est ainsi annoncé la création de 150 emplois en 2010 ! Sur les 826 salariés de Michelin, 34 ont trouvé un CDI, 48 ont été mutés dans le groupe, quinze sont en situation précaire (CDD, intérim, création d'entreprise) et douze ont refusé d'entrer dans le système Michelin (PMK), soit 13 % de l'ensemble.

** Rouge n° 2266, 18/09/2008.*